

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

En application de la loi n° 55/4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, « 7 JOURS » a été désigné pour la diffusion de ces insertions pour tout le département d'Ille-et-Vilaine pour l'année 2023 par arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2022 prescrite par le Code civil, le Code de procédure pénale, le Code de commerce et par les lois spéciales pour la publicité et la validité des actes, des procédures ou des contrats. En application de l'arrêté du 27 décembre 2022, modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012, du ministère de la culture et de la communication, les annonces judiciaires et légales font l'objet d'une tarification au caractère. Le tarif d'un caractère est de 0,183 euro (HT) pour l'année 2023 en Ille-et-Vilaine. À compter du 1^{er} janvier 2023, selon l'arrêté du 27 décembre 2022, modifiant l'arrêté du 19 décembre 2021 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, tous les « avis de constitution » de sociétés seront soumis au forfait selon leur forme juridique, ainsi que les dissolutions avec liquidation des sociétés civiles et commerciales, les clôtures de liquidation des sociétés civiles et commerciales, les jugements d'ouverture et de clôture des procédures collectives. Le tarif des annonces légales relatives au changement de nom patronymique pour motif légitime tel que régi par l'article 61 du code civil est fixé à 56 euros HT. Les tarifs sont réduits de 50 % pour les annonces faites par les personnes dans le cadre du transfert universel du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel prévues par les articles L. 526-27 et D. 526-30 du code de commerce. Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé.

AVIS APPEL PUBLIC À CONCURRENCE



COMMUNE D'ORGERES (35)
RENOVATION ET EXTENSION DE L'ECOLE LES GRAINS D'ORGE
Avis d'appel public à concurrence après avis infructueux des lots N°02 et N°16
Procédure adaptée

- 1- Identification de l'organisme qui passe le marché :
Commune d'ORGERES, 5 rue de la Mairie 35 230 ORGERES, Tél : 02 99 05 70 10, mairie@orgeres.fr
- 2- Objet du marché : Les travaux concernent les travaux de rénovation et d'extension de l'école LES GRAINS D'ORGE pour la commune d'ORGERES (35).
- 3- Procédure de passation : Procédure adaptée après avis infructueux (article R2123-1 à R2123-3) du code de la commande publique. Marchés par lots séparés :
- Lot n° 02 : CHARPENTE BOIS - BARDAGE
- Lot n° 16 : PHOTOVOLTAÏQUE
- 4- Délai d'exécution des travaux : La durée globale des travaux est de 13 mois.
Date prévisionnelle de début des travaux : Mai/Juin 2023
- 5- Modalités d'obtention du dossier de consultation :
« Les dossiers seront obtenus gratuitement par voie dématérialisée sur le site internet suivant : marches.megalys.bretagne.bzh »
- 6- Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : Suivant les modalités énoncées dans le règlement de consultation
- 7- Critères d'attribution :
Les offres seront jugées selon les critères énoncés dans le règlement de consultation.
- 8 - Modalités de remise des offres :
La date limite de réception des offres est fixée au 24 Avril 2023 avant 12h00.
Les offres seront à transmettre à la Commune d'ORGERES uniquement par voie électronique sur le profil acheteur, accessible à l'adresse internet suivante : marches.e-megalysbretagne.org
- 9 - Renseignements complémentaires :
Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, sur le profil acheteur de la Commune d'ORGERES, une demande écrite au moins 10 jours avant la date limite de réception des offres.
- 10 - Procédures de recours :
Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rennes, Hôtel de Bizien, 3, contour de la Motte, CS 44 416, 35 416 RENNES.
- 11 - Date d'envoi du présent avis : 04/04/2023.

L237J03759

AVIS D'ENQUETE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Il est rappelé que, par arrêté préfectoral, est prescrite, à la demande du conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de liaison entre la RD 92 et la RD 93 sur les communes de Janzé et d'Amanlis et à la cessibilité des terrains nécessaires.

Ce projet consiste en la création d'un barreau routier en vue de l'extension de la ZA du Bois Tellay sur les communes de Janzé et d'Amanlis.

L'enquête se déroulera pendant 31 jours consécutifs, du lundi 03 avril 2023 (8h30) au mercredi 3 mai 2023 (17h00).

Le dossier d'enquête publique est consultable gratuitement pendant toute la durée de l'enquête : sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine (www.illevilaine.gouv.fr) ;

- en mairie de Janzé (Place de l'Hôtel de Ville - 35150 Janzé), aux heures suivantes :

les lundi, mercredi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h ;
les mardi de 9h à 12h et de 15h à 17h ;
les samedi de 9h à 12h.

- en mairie d'Amanlis (1 place Centrale - 35150 Amanlis), aux heures suivantes :
du lundi au samedi de 8h30 à 12h30 ;
sur un poste informatique, mis à dis-

position à la préfecture d'Ille-et-Vilaine (81 bd d'Armorique, 35026 Rennes cedex 9) du lundi au vendredi, de 9h00 à 16h00 (sur rendez-vous : pref-enquetes-publiques@illevilaine.gouv.fr)

Le dossier d'enquête parcellaire, comprenant le plan parcellaire et la liste des propriétaires est consultable gratuitement en mairies de Janzé et d'Amanlis

Monsieur Bernard PRAT, ingénieur à la retraite, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur. Il sera présent à la mairie siège, Janzé, pour recevoir en personne les observations et propositions du public :

- le vendredi 14 avril 2023 de 14h à 16h30 ;
- le mercredi 3 mai 2023 de 14h30 à 17h.

Il sera également présent à la mairie d'Amanlis :

- le lundi 3 avril 2023 de 8h30 à 11h ;
- le vendredi 21 avril 2023 de 9h30 à 11h30.

Des observations sur l'utilité publique de l'opération et sur la limite des biens à exproprier peuvent être formulées pendant la durée de l'enquête :

- aux mairies de Janzé et d'Amanlis, sur les registres d'enquête ouverts à cet effet,
- par courrier à l'attention du commissaire-enquêteur :

pour la DUP, adressé à la commune de Janzé ;
pour l'enquête parcellaire, adressé à la commune de Janzé ou à la commune d'Amanlis ;

- par courriel, à l'adresse suivante : pref-enquetes-publiques@illevilaine.gouv.fr (en objet du courriel : DUP Parcellaire RD 92-93_JANZE_AMANLIS).

Dans le délai d'un mois à l'issue de l'enquête, une copie du « rapport dans lequel le commissaire-enquêteur énonce ses conclusions motivées sera déposée à la mairie de Janzé et d'Amanlis ainsi qu'à toutes les communes sur le territoire desquelles l'opération doit avoir lieu, et à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, où toute personne pourra en demander communication. Ces documents seront également mis à la disposition du public pendant un an sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une déclaration d'utilité publique formalisée par un arrêté préfectoral ou un refus.

La présente publication est faite notamment en vue de l'application de l'article L.311 - 1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Fait à Rennes, le 23 février 2023

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Paul - Marie CLAUDON

L237J02101

PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE
Secrétariat général
Direction de la Coordination Interministérielle et de l'Appui Territorial Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

PREMIER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral, est prescrite, à la demande de la SPLA VIASILVA, une enquête publique préalable à la demande de déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la ZAC Atalante Viasilva sur la commune de Cesson-Sévigné ainsi qu'une enquête parcellaire, préalable à la cessibilité des terrains nécessaires au projet.

L'enquête se déroulera pendant 34 jours consécutifs, du mercredi 10 mai 2023 au lundi 12 juin 2023 inclus.

Le dossier d'enquête publique, comprenant entre autres une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, est consultable gratuitement pendant toute la durée de l'enquête :

• sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine (www.illevilaine.gouv.fr) ;

• en mairie de Cesson-Sévigné (1 esplanade de l'Hôtel-de-Ville - Espace citoyen - 35517 Cesson-Sévigné), les lundi, mercredi et jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h15 ; le mardi de 13h00 à 17h15 ; et le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00.

• sur un poste informatique, mis à disposition dans le hall de la préfecture d'Ille-et-Vilaine (81 bd d'Armorique, 35026 Rennes Cedex 9) du lundi au vendredi, de 9h00 à 16h00 (sur rendez-vous : pref-enquetes-publiques@illevilaine.gouv.fr)

Le dossier d'enquête parcellaire, comprenant le plan parcellaire et la liste des propriétaires, est consultable gratuitement en mairie de Cesson-Sévigné.

Des informations concernant le projet présentées peuvent être obtenues auprès de Madame Soizic NUE — soizic.nue@territoires-rennes.fr.

Monsieur Gérard BESRET, ingénieur territorial en retraite, désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur, recevra les observations du public à la mairie de Cesson-Sévigné, les :

- mercredi 10 mai 2023 de 9h00 à 12h00 ;
- mardi 6 juin 2023 de 14h00 à 17h00 ;
- lundi 12 juin 2023 de 9h00 à 12h00.

Des observations sur l'utilité publique de l'opération ainsi que sur les limites des biens à exproprier peuvent être formulées pendant la durée de l'enquête :

- à la mairie de Cesson-Sévigné, sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur ;
- par courrier à l'attention du commis-

saire-enquêteur,
- adressé à la mairie de Cesson-Sévigné ; par courriel, à l'adresse suivante : pref-enquetes-publiques@illevilaine.gouv.fr

Préciser, en objet du courriel « DUP-parcellaire_CESSON-SEVIGNE ZAC ATALANTE ».

Dans le délai d'un mois à l'issue de l'enquête, une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur énonce ses conclusions motivées sera déposée à la mairie de Cesson-Sévigné et à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, où toute personne pourra en demander communication.

Ces documents seront également mis à la disposition du public pendant un an sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une déclaration d'utilité Obligue formalisée par un arrêté préfectoral ou un refus.

La présente publication est faite notamment en vue de l'application de l'article L. 311-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Pour le préfet,
Le 29 mars 2023
Le secrétaire général
Paul-Marie CLAUDON

L237J03506

CONSTITUTIONS



Y CUISINES CONCEPT

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social : 24 rue Yves Montand
35230 NOYAL CHATILLON SUR SEICHE

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date de NOYAL CHATILLON SUR SEICHE du 29 mars 2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : Y CUISINES CONCEPT

Siège social : 24 rue Yves Montand, 35230 NOYAL CHATILLON SUR SEICHE
Objet social : Négoce de cuisines et de salles de bain ainsi que la vente de mobilier, d'électroménager et d'accessoires en rapport avec la décoration de la maison.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 5 000 euros
Gérance : Monsieur Yohann ROUX, demeurant 24 rue Yves Montand 35230 NOYAL CHATILLON SUR SEICHE, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de RENNES.

Pour avis
La Gérance

L237J03491